

Sommaire

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	<i>3</i>
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	<i>4</i>
<i>Règles et méthodes comptables 1</i>	<i>5</i>
<i>Annexe libre</i>	<i>8</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>10</i>
<i>Amortissements</i>	<i>11</i>
<i>Provisions</i>	<i>12</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>13</i>
<i>Variation des fonds propres</i>	<i>14</i>
<i>Charges à payer</i>	<i>15</i>
<i>Produits à recevoir</i>	<i>16</i>
<i>Charges constatés d'avance</i>	<i>17</i>
<i>Produits et Charges exceptionnels</i>	<i>18</i>

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	45 466	45 133	333	1 167
	Autres immobilisations incorporelles (1)	5 000	5 000		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	375 957	281 154	94 803	106 916
	Autres immobilisations corporelles	300 385	228 938	71 447	81 002
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	152 341		152 341	159 827
	Autres immobilisations financières	69		69	69
TOTAL (I)		879 218	560 225	318 993	348 981
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 582	1 790	1 792	1 990
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 020		1 020	1 020
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 748		120 748	86 482
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	394 299		394 299	584 619
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	125 902		125 902	67 423
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	119 918		119 918	68 047
	TOTAL (II)	765 468	1 790	763 678	809 581
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 644 686	562 015	1 082 672	1 158 562
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				69	159 896
(3) dont à plus d'un an				189 192	

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	878	878
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	(132 859)	(59 257)
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	204 145	(73 602)
	Total des fonds propres (situation nette)	72 164	(131 981)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 049	8 149
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	7 049	8 149
	Total des fonds propres	79 213	(123 832)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		451 216
	Provisions pour charges	187 763	131 632
	Total des provisions	187 763	582 848
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	507	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	283 066	207 009
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	529 427	489 290
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 696	3 248
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	815 695	699 547
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 082 672	1 158 562
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	204 145,39	(73 601,61)
	(1) Dont à moins d'un an	815 189	699 547
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	253	2 712
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	754 425	593 811
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 034 349	3 771 599
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	23 550	300
	Mécénats	17 978	
	Legs, donations et assurances-vie		13 500
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	478 662	175 254
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	93	24
Total des produits d'exploitation		5 309 309	4 557 199
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		1 816
	Variation de stock	198	752
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	894 420	814 780
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	92 475	82 726
	Salaires et traitements	2 941 243	2 682 667
	Charges sociales	1 007 627	945 047
	Dotation aux amortissements et dépréciations	29 787	34 398
	Dotation aux provisions	56 131	30 682
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	81 650	68 036
Total des charges d'exploitation		5 103 530	4 660 903
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	22 854	2 022
	Total des produits financiers	22 854	2 022
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	90	
	Total des charges financières	90	
RESULTAT FINANCIER		22 765	2 022
RESULTAT COURANT avant impôts		228 543	(101 682)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 882 1 100	15 229 1 100
	Total des produits exceptionnels	4 982	16 329
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 801 36	2 836
	Total des charges exceptionnelles	3 837	2 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 145	13 493
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		25 543	(14 587)
TOTAL DES PRODUITS		5 337 145	4 575 550
TOTAL DES CHARGES		5 133 000	4 649 152
EXCEDENT ou DEFICIT		204 145	(73 602)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 082 672** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 337 145** euros et un total **charges** de **5 133 000** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **204 145** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Informations générales complémentaires :

L'association est considérée comme exonérée des impôts commerciaux du fait de ses activités et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'un organisme financeur,
- Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés.

Les subventions d'investissement : par l'analyse des dispositions de la convention de financement ou, à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'association, on relève les subventions ayant servi à financer un bien non renouvelable par l'association (comptes 131-139).

Ces subventions financent des biens qui seront enregistrés à l'actif en immobilisations corporelles, alors que l'association n'a pas d'obligation de renouveler ces biens.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

Règles et Méthodes Comptables

Le compte de résultat n'est donc pas affecté car il n'est pas utile de dégager un autofinancement pour financer le renouvellement du bien.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Conformément au plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire. Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Catégorie	Mode	Durée
Dépôt de marque et logiciel	Linéaire	1 à 10 ans
Autres immobilisations incorp.	Linéaire	1 à 10 ans
Installation mat. outillages	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Etats Financiers

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement n°2018-06 de l'ANC.

Subventions d'exploitation

Le produit est comptabilisé dès notification de la subvention d'exploitation par le financeur.

Si les dépenses prévisionnels dans le cadre des projets subventionnés ne sont pas engagées en totalité au cours de l'exercice, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la clôture.

Annexe libre

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE EN COURS

Contrôle fiscal :

L'Orchestre National de Cannes a fait l'objet d'une vérification de comptabilité du 10 septembre au 16 décembre 2024 portant sur l'ensemble des déclarations fiscales et des opérations susceptibles d'être examinées, pour la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Des provisions pour litige concernant les aides de l'État à l'activité partielle, respectivement d'un montant de 226.212 euros pour l'exercice 2020 et de 225.004 euros pour l'exercice 2021, avaient été comptabilisées.

Dans le cadre du contrôle, le vérificateur a repris ces provisions. Elles ont donc été réintégrées dans les résultats fiscaux des exercices 2021 et 2022, ce qui a entraîné une proposition de rectification à hauteur de 29.344 euros (25.543 de rappel d'impôt sur les sociétés et 3.801 euros de pénalités et majorations de retard) après l'utilisation du mécanisme de report en arrière des déficits.

Indemnités de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière évalués au titre de l'année 2024 s'élève à 376 955 €.

Les critères retenus sont les suivants :

- Table de mortalité INSEE 2020-2022
- Taux d'actualisation 3.36%
- Méthode : rétrospective prorata temporis.

Les indemnités de départs à la retraite sont couvertes, d'une part, avec un fond spécifique exclusivement affecté au paiement des coûts des départs à la retraite qui s'élève à 189 192 € au 31/12/2024.

Et d'autre part, par une provision pour indemnités de fin de carrière de 187 763 €.

Valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes :

La valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes des locaux occupés par l'Orchestre National de Cannes se traduit par une valorisation dans la comptabilité de l'association, pour un montant de 126.343 euros.

Annexe libre

Conventions portant sur l'attribution des subventions d'exploitation :

La région SUD - Provence-Alpes-Côte-d'Azur a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 612.000 euros toutes taxes comprises.

Le département des Alpes-Maritimes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 755.000 euros toutes taxes comprises.

Le Ministère de la culture et de la communication a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.205.000 euros toutes taxes comprises.

La ville de Cannes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.187.750 euros toutes taxes comprises.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	50 466					50 466
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 466					50 466
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	373 104		2 854			375 957
	Instal., agencement, aménagement divers	170 149					170 149
	Matériel de transport	3 200					3 200
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	123 735		4 468		1 166	127 036
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	670 187		7 321		1 166	676 342
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	159 896		11 179		18 665	152 410
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	159 896		11 179		18 665	152 410
TOTAL		880 550		18 500		19 831	879 218

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	49 299	833		50 133
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	49 299	833		50 133
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	266 188	14 966		281 154
	Autres instal., agencement, aménagement divers	109 488	7 441		116 928
	Matériel de transport	3 200			3 200
	Matériel de bureau, mobilier	103 393	6 582	1 166	108 809
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		482 269	28 989	1 166	510 092
TOTAL		531 569	29 822	1 166	560 225

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	451 216		451 216	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	131 632	56 131		187 763
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	582 848	56 131	451 216	187 763
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	1 790			1 790
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 790			1 790
TOTAL GENERAL		584 637	56 131	451 216	189 552
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			56 131	451 216	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	152 341		152 341
	Autres immobilisations financières	69	69	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	120 748	120 748	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 300	2 300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	189 192		189 192
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	71 602	71 602	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	131 145	131 145	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	60	60	
	Charges constatées d'avance	119 918	119 918	
	TOTAL DES CREANCES	787 375	445 841	341 533
Prêts accordés en cours d'exercice		11 179		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		8 008		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	283 066	283 066		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	202 400	202 400		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	274 077	274 077		
	Impôts sur les bénéfices	10 956	10 956		
	Taxes sur la valeur ajoutée	7 255	7 255		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 739	34 739		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 696	2 696		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	815 189	815 189		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		294 252
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV</i>	<i>86 890</i>	86 890
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISIONS POUR CONGES PAYES</i> <i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i> <i>ORGANISMES SOCIAUX A PAYER</i> <i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>136 791</i> <i>354</i> <i>52 426</i> <i>17 791</i>	207 362

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		320 619
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	282	282
Autres créances <i>AG2R LA MONDIALE</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR</i> <i>SUBV CONSEIL REGIONAL</i>	189 192 8 745 122 400	320 337

Charges constatées d'avance

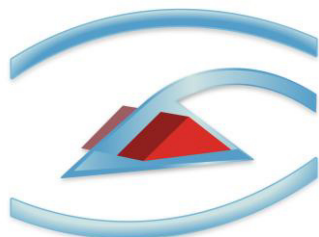
	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		119 918	119 918
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			119 918

Produits et Charges exceptionnels

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		4 982
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIE</i>	3 882	3 882
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>SUBVENTION VIREE RESULTAT DE L</i>	1 100	1 100
Total des charges exceptionnelles		3 837
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES ET AMENDES</i>	3 801	3 801
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX</i>	36	36
Résultat exceptionnel		1 145

FIDEXCO FRANCE



Société fondée en 1964
Experts-comptables
Commissaires aux comptes

P. MATHEU
Président

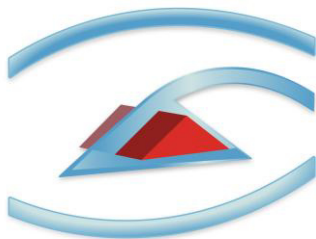
19, Rue Rossini 06000 NICE
Tél. : 04 93 87 12 97 – Fax : 04 93 88 73 94
E-mail : contact@fidexco.fr
www.fidexco.fr

- ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



**ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES**

24, 26 avenue des Arlucs

06150 CANNES LA BOCCA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Au Conseil d'Administration de l'ASSOCIATION ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

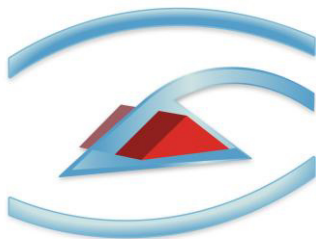
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code du commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

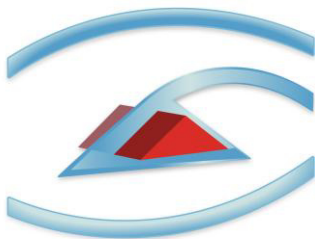
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.





Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

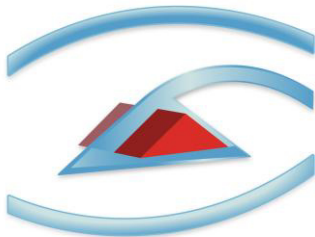
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;





- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 12 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

FIDEXCO FRANCE SAS

Philippe MATHEU



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	45 466	45 133	333	1 167
	Autres immobilisations incorporelles (1)	5 000	5 000		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	375 957	281 154	94 803	106 916
	Autres immobilisations corporelles	300 385	228 938	71 447	81 002
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	152 341		152 341	159 827
	Autres immobilisations financières	69		69	69
TOTAL (I)		879 218	560 225	318 993	348 981
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 582	1 790	1 792	1 990
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 020		1 020	1 020
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 748		120 748	86 482
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	394 299		394 299	584 619
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	125 902		125 902	67 423
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	119 918		119 918	68 047
	TOTAL (II)	765 468	1 790	763 678	809 581
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 644 686	562 015	1 082 672	1 158 562
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				69	159 896
(3) dont à plus d'un an				189 192	

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	878	878
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	(132 859)	(59 257)
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	204 145	(73 602)
	Total des fonds propres (situation nette)	72 164	(131 981)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 049	8 149
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	7 049	8 149
	Total des fonds propres	79 213	(123 832)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		451 216
	Provisions pour charges	187 763	131 632
	Total des provisions	187 763	582 848
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	507	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	283 066	207 009
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	529 427	489 290
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 696	3 248
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	815 695	699 547
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 082 672	1 158 562
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		204 145,39	(73 601,61)
(1) Dont à moins d'un an		815 189	699 547
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	253	2 712
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	754 425	593 811
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 034 349	3 771 599
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	23 550	300
	Mécénats	17 978	
	Legs, donations et assurances-vie		13 500
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	478 662	175 254
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	93	24
Total des produits d'exploitation		5 309 309	4 557 199
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		1 816
	Variation de stock	198	752
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	894 420	814 780
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	92 475	82 726
	Salaires et traitements	2 941 243	2 682 667
	Charges sociales	1 007 627	945 047
	Dotation aux amortissements et dépréciations	29 787	34 398
	Dotation aux provisions	56 131	30 682
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	81 650	68 036
Total des charges d'exploitation		5 103 530	4 660 903
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	22 854	2 022
	Total des produits financiers	22 854	2 022
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	90	
	Total des charges financières	90	
RESULTAT FINANCIER		22 765	2 022
RESULTAT COURANT avant impôts		228 543	(101 682)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 882 1 100	15 229 1 100
	Total des produits exceptionnels	4 982	16 329
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 801 36	2 836
	Total des charges exceptionnelles	3 837	2 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 145	13 493
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		25 543	(14 587)
TOTAL DES PRODUITS		5 337 145	4 575 550
TOTAL DES CHARGES		5 133 000	4 649 152
EXCEDENT ou DEFICIT		204 145	(73 602)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 082 672** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 337 145** euros et un total **charges** de **5 133 000** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **204 145** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Informations générales complémentaires :

L'association est considérée comme exonérée des impôts commerciaux du fait de ses activités et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'un organisme financeur,
- Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés.

Les subventions d'investissement : par l'analyse des dispositions de la convention de financement ou, à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'association, on relève les subventions ayant servi à financer un bien non renouvelable par l'association (comptes 131-139).

Ces subventions financent des biens qui seront enregistrés à l'actif en immobilisations corporelles, alors que l'association n'a pas d'obligation de renouveler ces biens.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

Règles et Méthodes Comptables

Le compte de résultat n'est donc pas affecté car il n'est pas utile de dégager un autofinancement pour financer le renouvellement du bien.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Conformément au plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire. Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Catégorie	Mode	Durée
Dépôt de marque et logiciel	Linéaire	1 à 10 ans
Autres immobilisations incorp.	Linéaire	1 à 10 ans
Installation mat. outillages	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Etats Financiers

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement n°2018-06 del'ANC.

Subventions d'exploitation

Le produit est comptabilisé dès notification de la subvention d'exploitation par le financeur.

Si les dépenses prévisionnels dans le cadre des projets subventionnés ne sont pas engagées en totalité au cours de l'exercice, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la clôture.

Annexe libre

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE EN COURS

Contrôle fiscal :

L'Orchestre National de Cannes a fait l'objet d'une vérification de comptabilité du 10 septembre au 16 décembre 2024 portant sur l'ensemble des déclarations fiscales et des opérations susceptibles d'être examinées, pour la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Des provisions pour litige concernant les aides de l'État à l'activité partielle, respectivement d'un montant de 226.212 euros pour l'exercice 2020 et de 225.004 euros pour l'exercice 2021, avaient été comptabilisées.

Dans le cadre du contrôle, le vérificateur a repris ces provisions. Elles ont donc été réintégrées dans les résultats fiscaux des exercices 2021 et 2022, ce qui a entraîné une proposition de rectification à hauteur de 29.344 euros (25.543 de rappel d'impôt sur les sociétés et 3.801 euros de pénalités et majorations de retard) après l'utilisation du mécanisme de report en arrière des déficits.

Indemnités de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière évalués au titre de l'année 2024 s'élève à 376 955 €.

Les critères retenus sont les suivants :

- Table de mortalité INSEE 2020-2022
- Taux d'actualisation 3.36%
- Méthode : rétrospective prorata temporis.

Les indemnités de départs à la retraite sont couvertes, d'une part, avec un fond spécifique exclusivement affecté au paiement des coûts des départs à la retraite qui s'élève à 189 192 € au 31/12/2024.

Et d'autre part, par une provision pour indemnités de fin de carrière de 187 763 €.

Valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes :

La valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes des locaux occupés par l'Orchestre National de Cannes se traduit par une valorisation dans la comptabilité de l'association, pour un montant de 126.343 euros.

Annexe libre

Conventions portant sur l'attribution des subventions d'exploitation :

La région SUD - Provence-Alpes-Côte-d'Azur a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 612.000 euros toutes taxes comprises.

Le département des Alpes-Maritimes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 755.000 euros toutes taxes comprises.

Le Ministère de la culture et de la communication a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.205.000 euros toutes taxes comprises.

La ville de Cannes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.187.750 euros toutes taxes comprises.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	50 466					50 466
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 466					50 466
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	373 104		2 854			375 957
	Instal., agencement, aménagement divers	170 149					170 149
	Matériel de transport	3 200					3 200
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	123 735		4 468		1 166	127 036
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	670 187		7 321		1 166	676 342
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	159 896		11 179		18 665	152 410
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	159 896		11 179		18 665	152 410
TOTAL		880 550		18 500		19 831	879 218

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	49 299	833		50 133
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	49 299	833		50 133
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	266 188	14 966		281 154
	Autres instal., agencement, aménagement divers	109 488	7 441		116 928
	Matériel de transport	3 200			3 200
	Matériel de bureau, mobilier	103 393	6 582	1 166	108 809
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		482 269	28 989	1 166	510 092
TOTAL		531 569	29 822	1 166	560 225

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	451 216		451 216	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	131 632	56 131		187 763
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	582 848	56 131	451 216	187 763
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	1 790			1 790
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 790			1 790
TOTAL GENERAL		584 637	56 131	451 216	189 552
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			56 131	451 216	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	152 341		152 341
	Autres immobilisations financières	69	69	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	120 748	120 748	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 300	2 300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	189 192		189 192
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	71 602	71 602	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	131 145	131 145	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	60	60	
	Charges constatées d'avance	119 918	119 918	
TOTAL DES CREANCES		787 375	445 841	341 533
Prêts accordés en cours d'exercice		11 179		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		8 008		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	283 066	283 066		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	202 400	202 400		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	274 077	274 077		
	Impôts sur les bénéfices	10 956	10 956		
	Taxes sur la valeur ajoutée	7 255	7 255		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 739	34 739		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 696	2 696		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		815 189	815 189		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	878				878
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	(59 257)	(73 602)			(132 859)
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(73 602)	73 602	204 145		204 145
Situation nette	(131 981)		204 145		72 164
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 149			1 100	7 049
Provisions réglementées					
TOTAL	(123 832)		204 145	1 100	79 213

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		294 252
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV</i>	<i>86 890</i>	86 890
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISIONS POUR CONGES PAYES</i> <i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i> <i>ORGANISMES SOCIAUX A PAYER</i> <i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>136 791</i> <i>354</i> <i>52 426</i> <i>17 791</i>	207 362

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		320 619
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	282	282
Autres créances <i>AG2R LA MONDIALE</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR</i> <i>SUBV CONSEIL REGIONAL</i>	189 192 8 745 122 400	320 337

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		119 918	119 918
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			119 918

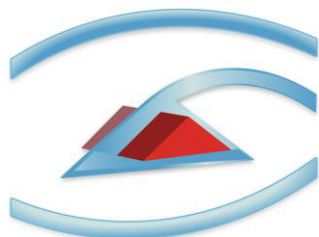
--

Produits et Charges exceptionnels

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		4 982
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIE</i>	3 882	3 882
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>SUBVENTION VIREE RESULTAT DE L</i>	1 100	1 100
Total des charges exceptionnelles		3 837
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES ET AMENDES</i>	3 801	3 801
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX</i>	36	36
Résultat exceptionnel		1 145

FIDEXCO FRANCE



Société fondée en 1964
Experts-comptables
Commissaires aux comptes

P. MATHEU
Président

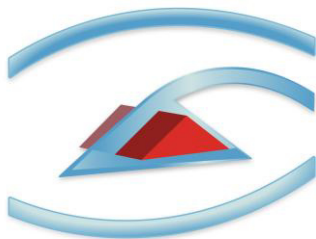
19, Rue Rossini 06000 NICE
Tél. : 04 93 87 12 97 – Fax : 04 93 88 73 94
E-mail : contact@fidexco.fr
www.fidexco.fr

- ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



**ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES**

24, 26 avenue des Arlucs

06150 CANNES LA BOCCA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Au Conseil d'Administration de l'ASSOCIATION ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

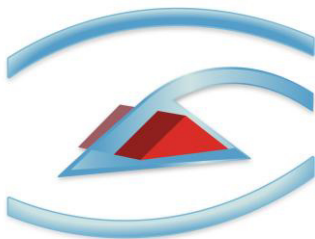
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code du commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

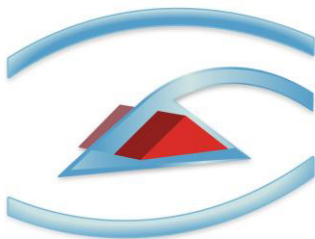
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.





Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

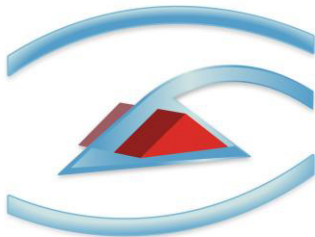
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;





- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 12 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

FIDEXCO FRANCE SAS

Philippe MATHEU



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	45 466	45 133	333	1 167
	Autres immobilisations incorporelles (1)	5 000	5 000		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	375 957	281 154	94 803	106 916
	Autres immobilisations corporelles	300 385	228 938	71 447	81 002
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	152 341		152 341	159 827
	Autres immobilisations financières	69		69	69
TOTAL (I)		879 218	560 225	318 993	348 981
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	3 582	1 790	1 792	1 990
	Avances et Acomptes versés sur commandes	1 020		1 020	1 020
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 748		120 748	86 482
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	394 299		394 299	584 619
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	125 902		125 902	67 423
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	119 918		119 918	68 047
	TOTAL (II)	765 468	1 790	763 678	809 581
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 644 686	562 015	1 082 672	1 158 562
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				69	159 896
(3) dont à plus d'un an				189 192	

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	878	878
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	(132 859)	(59 257)
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	204 145	(73 602)
	Total des fonds propres (situation nette)	72 164	(131 981)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 049	8 149
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	7 049	8 149
	Total des fonds propres	79 213	(123 832)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		451 216
	Provisions pour charges	187 763	131 632
	Total des provisions	187 763	582 848
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	507	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	283 066	207 009
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	529 427	489 290
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 696	3 248
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	815 695	699 547
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 082 672	1 158 562
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		204 145,39	(73 601,61)
(1) Dont à moins d'un an		815 189	699 547
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	253	2 712
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	754 425	593 811
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	4 034 349	3 771 599
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	23 550	300
	Mécénats	17 978	
	Legs, donations et assurances-vie		13 500
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	478 662	175 254
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	93	24
Total des produits d'exploitation		5 309 309	4 557 199
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		1 816
	Variation de stock	198	752
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	894 420	814 780
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	92 475	82 726
	Salaires et traitements	2 941 243	2 682 667
	Charges sociales	1 007 627	945 047
	Dotation aux amortissements et dépréciations	29 787	34 398
	Dotation aux provisions	56 131	30 682
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	81 650	68 036
Total des charges d'exploitation		5 103 530	4 660 903
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		205 779	(103 704)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	22 854	2 022
	Total des produits financiers	22 854	2 022
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	90	
	Total des charges financières	90	
RESULTAT FINANCIER		22 765	2 022
RESULTAT COURANT avant impôts		228 543	(101 682)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 882 1 100	15 229 1 100
	Total des produits exceptionnels	4 982	16 329
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 801 36	2 836
	Total des charges exceptionnelles	3 837	2 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 145	13 493
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		25 543	(14 587)
TOTAL DES PRODUITS		5 337 145	4 575 550
TOTAL DES CHARGES		5 133 000	4 649 152
EXCEDENT ou DEFICIT		204 145	(73 602)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		126 343	123 783
TOTAL		126 343	123 783

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 082 672** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 337 145** euros et un total **charges** de **5 133 000** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **204 145** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Informations générales complémentaires :

L'association est considérée comme exonérée des impôts commerciaux du fait de ses activités et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :

- Cette dernière a reçu une notification d'un organisme financeur,
- Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés.

Les subventions d'investissement : par l'analyse des dispositions de la convention de financement ou, à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'association, on relève les subventions ayant servi à financer un bien non renouvelable par l'association (comptes 131-139).

Ces subventions financent des biens qui seront enregistrés à l'actif en immobilisations corporelles, alors que l'association n'a pas d'obligation de renouveler ces biens.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

Règles et Méthodes Comptables

Le compte de résultat n'est donc pas affecté car il n'est pas utile de dégager un autofinancement pour financer le renouvellement du bien.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Evaluation des amortissements

Conformément au plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté. Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire. Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants :

Catégorie	Mode	Durée
Dépôt de marque et logiciel	Linéaire	1 à 10 ans
Autres immobilisations incorp.	Linéaire	1 à 10 ans
Installation mat. outillages	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Etats Financiers

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement n°2018-06 del'ANC.

Subventions d'exploitation

Le produit est comptabilisé dès notification de la subvention d'exploitation par le financeur.

Si les dépenses prévisionnels dans le cadre des projets subventionnés ne sont pas engagées en totalité au cours de l'exercice, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la clôture.

Annexe libre

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE EN COURS

Contrôle fiscal :

L'Orchestre National de Cannes a fait l'objet d'une vérification de comptabilité du 10 septembre au 16 décembre 2024 portant sur l'ensemble des déclarations fiscales et des opérations susceptibles d'être examinées, pour la période allant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Des provisions pour litige concernant les aides de l'État à l'activité partielle, respectivement d'un montant de 226.212 euros pour l'exercice 2020 et de 225.004 euros pour l'exercice 2021, avaient été comptabilisées.

Dans le cadre du contrôle, le vérificateur a repris ces provisions. Elles ont donc été réintégrées dans les résultats fiscaux des exercices 2021 et 2022, ce qui a entraîné une proposition de rectification à hauteur de 29.344 euros (25.543 de rappel d'impôt sur les sociétés et 3.801 euros de pénalités et majorations de retard) après l'utilisation du mécanisme de report en arrière des déficits.

Indemnités de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière évalués au titre de l'année 2024 s'élève à 376 955 €.

Les critères retenus sont les suivants :

- Table de mortalité INSEE 2020-2022
- Taux d'actualisation 3.36%
- Méthode : rétrospective prorata temporis.

Les indemnités de départs à la retraite sont couvertes, d'une part, avec un fond spécifique exclusivement affecté au paiement des coûts des départs à la retraite qui s'élève à 189 192 € au 31/12/2024.

Et d'autre part, par une provision pour indemnités de fin de carrière de 187 763 €.

Valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes :

La valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes des locaux occupés par l'Orchestre National de Cannes se traduit par une valorisation dans la comptabilité de l'association, pour un montant de 126.343 euros.

Annexe libre

Conventions portant sur l'attribution des subventions d'exploitation :

La région SUD - Provence-Alpes-Côte-d'Azur a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 612.000 euros toutes taxes comprises.

Le département des Alpes-Maritimes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 755.000 euros toutes taxes comprises.

Le Ministère de la culture et de la communication a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.205.000 euros toutes taxes comprises.

La ville de Cannes a attribué une subvention d'exploitation à l'Orchestre National de Cannes pour le fonctionnement de son programme d'activité de l'année 2024 pour un montant total de 1.187.750 euros toutes taxes comprises.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	50 466					50 466
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 466					50 466
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	373 104		2 854			375 957
	Instal., agencement, aménagement divers	170 149					170 149
	Matériel de transport	3 200					3 200
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	123 735		4 468		1 166	127 036
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	670 187		7 321		1 166	676 342
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	159 896		11 179		18 665	152 410
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	159 896		11 179		18 665	152 410
TOTAL		880 550		18 500		19 831	879 218

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	49 299	833		50 133
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	49 299	833		50 133
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	266 188	14 966		281 154
	Autres instal., agencement, aménagement divers	109 488	7 441		116 928
	Matériel de transport	3 200			3 200
	Matériel de bureau, mobilier	103 393	6 582	1 166	108 809
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		482 269	28 989	1 166	510 092
TOTAL		531 569	29 822	1 166	560 225

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	451 216		451 216	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	131 632	56 131		187 763
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	582 848	56 131	451 216	187 763
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	1 790			1 790
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 790			1 790
TOTAL GENERAL		584 637	56 131	451 216	189 552
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			56 131	451 216	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	152 341		152 341
	Autres immobilisations financières	69	69	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	120 748	120 748	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 300	2 300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	189 192		189 192
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	71 602	71 602	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	131 145	131 145	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	60	60	
	Charges constatées d'avance	119 918	119 918	
	TOTAL DES CREANCES	787 375	445 841	341 533
Prêts accordés en cours d'exercice		11 179		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		8 008		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	283 066	283 066		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	202 400	202 400		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	274 077	274 077		
	Impôts sur les bénéfices	10 956	10 956		
	Taxes sur la valeur ajoutée	7 255	7 255		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	34 739	34 739		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 696	2 696		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	815 189	815 189		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	878				878
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	(59 257)	(73 602)			(132 859)
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(73 602)	73 602	204 145		204 145
Situation nette	(131 981)		204 145		72 164
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 149			1 100	7 049
Provisions réglementées					
TOTAL	(123 832)		204 145	1 100	79 213

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		294 252
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARV</i>	<i>86 890</i>	86 890
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISIONS POUR CONGES PAYES</i> <i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i> <i>ORGANISMES SOCIAUX A PAYER</i> <i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>136 791</i> <i>354</i> <i>52 426</i> <i>17 791</i>	207 362

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		320 619
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	282	282
Autres créances <i>AG2R LA MONDIALE</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR</i> <i>SUBV CONSEIL REGIONAL</i>	189 192 8 745 122 400	320 337

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		119 918	119 918
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			119 918

--

Produits et Charges exceptionnels

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		4 982
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIE</i>	3 882	3 882
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>SUBVENTION VIREE RESULTAT DE L</i>	1 100	1 100
Total des charges exceptionnelles		3 837
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>PENALITES ET AMENDES</i>	3 801	3 801
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX</i>	36	36
Résultat exceptionnel		1 145